

Présentation

Gabriel GAGNON

Volume 6, Number 2, novembre 1974

Domination et sous-développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001274ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001274ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

GAGNON, G. (1974). Présentation. *Sociologie et sociétés*, 6(2), 3–6.
<https://doi.org/10.7202/001274ar>

Présentation

Le secteur de notre discipline qu'on avait coutume de nommer sociologie du développement a beaucoup évolué ces dernières années, les études se déplaçant du niveau culturel au niveau économique, de l'analyse des sociétés globales à celle du système mondial, d'une perspective inspirée par le concept de modernisation à une insistance de plus en plus grande sur les facteurs de la domination.

Sans vouloir rendre compte de façon exhaustive dans ce numéro des transformations survenues dans ce secteur du champ scientifique, nous pensons avoir réussi à y présenter, autant dans des articles théoriques qu'à l'occasion d'études de cas, un dossier assez significatif des nouvelles tendances d'une recherche dont, paradoxalement, le domaine s'élargit de plus en plus avec la mise en question de la conception traditionnelle du développement.

À la fin de la dernière guerre, sauf pour de rares exceptions, le nouveau champ d'études constitué autour des problèmes de sous-développement s'est donné surtout pour tâche d'analyser l'écart entre pays industrialisés et pays du tiers-monde en termes de variations quantitatives autour d'un certain nombre d'indices : il s'agissait d'abord de cerner les visages du monde « sous-développé » puis la

économique continue, d'un stade donné de sous-développement au statut de développement représenté presque exclusivement par le modèle historique unique fourni par la société moderne par excellence, les U.S.A. Les caractéristiques particulières des secteurs sous-développés, culturelles, dans le cas des sociétés globales, ou sociales, dans le cas de secteurs ruraux des sociétés industrielles, n'étaient soumises à l'analyse scientifique qu'en tant qu'obstacles aux processus de modernisation et de développement.

Mais, graduellement, grâce en bonne partie aux efforts d'un François Perroux du côté de la science économique et aux travaux d'anthropologues comme Jacques Berque, Georges Balandier et Roger Bastide, la perspective devait commencer à évoluer. La croissance économique ne pouvait équivaloir à un développement qui, nous disait Perroux, impliquait aussi une série de facteurs sociaux, politiques et culturels. La spécificité culturelle, loin d'être toujours un facteur négatif, un obstacle, pouvait au contraire constituer souvent le dynamisme essentiel d'un développement qui non seulement devrait la respecter mais encore en faciliter l'épanouissement futur.

Partant de ce point de vue, beaucoup d'études entreprises par les sociologues et les anthropologues eurent alors pour objet principal l'analyse de la participation des individus, des groupes et des nations aux processus de développement qui les affectaient. Qu'il se soit agi de modernisation en vue d'un modèle à atteindre ou de respect des spécificités culturelles, les organismes suscités par la vogue de la participation constituèrent un vaste champ d'études nouvelles pour les sociologues.

Le vaste mouvement de décolonisation des peuples du tiers-monde et en particulier les guerres coloniales d'Algérie et du Viet-nam devaient vite faire voir cependant l'impossibilité d'un développement linéaire et sans heurts et les limites d'une sociologie de la participation et de la coopération. Le conflit naissait sous la participation, les diverses classes sociales émergentes entrant en lutte pour s'approprier le modèle de développement.

Au même moment, au terme d'une évolution que nous n'essaierons pas de retracer ici, se produisait dans une tradition marxiste, jusqu'alors plutôt sclérosée, un renouveau important atteignant surtout les domaines de la sociologie, de l'anthropologie et de la science économique. Cette dernière effectua la première rupture en montrant, avec André Gunder Frank, comment ce développement dont on s'était tant gargarisé n'était au fond pour beaucoup de sociétés qu'une aggravation des écarts existants, qu'un « développement du sous-développement ».

La critique fut immédiatement étendue à la sociologie dans un article du même auteur, paru en 1967 dans une modeste revue, *Catalyst*, et intitulé « Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie ¹ ». Les différentes perspectives prévalentes en sociologie du développement, en particulier aux États-Unis, y étaient vertement critiquées au profit d'une nouvelle attitude qui, tenant compte de l'effet de domination, remonterait jusqu'à l'étude du système économique mondial, sans laquelle toute recherche au niveau d'une société donnée demeurerait à la fois partielle et partiale.

1. L'article est repris dans A. Gunder Frank, *le Développement du sous-développement : l'Amérique latine*, François Maspero, 1972 : 35-101.

La brèche ouverte par Frank devait vite être élargie par toute une école de sociologues de la dépendance qui attirèrent de plus en plus l'attention sur les dimensions cachées du processus de transformation de l'économie mondiale. Un renouveau des études sur l'impérialisme et le néo-colonialisme s'en suivit, la sociologie se liant de plus en plus à une science économique renouvelée chez des auteurs latino-américains comme Cardoso, Martins, Dos Santos, etc. ou africains comme Samir Amin, qui devait devenir par la suite le théoricien le plus prolifique et le plus connu de ce groupe.

L'importance primordiale accordée au système mondial devait aussi permettre aux sociologues de réinterpréter mieux en termes de luttes de classes leurs analyses plus circonstanciées des pays de la périphérie. Ce niveau de recherche demeura cependant relativement négligé, la plupart des auteurs ayant tendance à privilégier le facteur externe dominant représenté par le système mondial au détriment de ses divers modes d'insertion dans les formations sociales particulières de la périphérie.

Par ailleurs, dans l'étude des pays industrialisés du centre, selon l'expression d'Amin, les remous suscités par les tenants de la croissance zéro, les croisés de l'environnement puis par la crise de l'énergie suscitaient de nouvelles rencontres fructueuses entre sociologie et science économique autour des problèmes de planification. Dans les pays où la planification fait partie des préoccupations de l'État, ceux qui y travaillent ressentent de plus en plus la nécessité de dépasser la prévision et les indicateurs strictement économiques pour déboucher sur les domaines beaucoup plus difficiles à cerner du social et du culturel. Le mouvement des « indicateurs sociaux », qui prend de plus en plus d'ampleur dans les sociétés industrialisées, est issu de ce renouveau des perspectives des planificateurs.

Concurremment à ce mouvement, le vieux concept de participation revêt de nouveaux habits, ceux de l'autogestion, devenue elle aussi une notion à la mode dans un certain nombre de pays industrialisés, avec toutes les ambiguïtés idéologiques et politiques qu'elle continue à charrier, liée à la fois à une nouvelle culture contestataire et au renouveau technocratique nécessaire à la survie de l'État capitaliste.

* * *

Voilà donc le vaste domaine qu'il nous aurait fallu éclairer. La tentative était d'emblée impossible, dans le cadre d'un numéro de revue, pour un champ scientifique comme le nôtre, actuellement en voie de reformulation et d'élargissement. Voyons un peu cependant de quelle façon nous avons choisi nos points de cristallisation, laissant malheureusement trop de résidus inexploités.

Dans un premier temps, nous avons voulu diriger nos efforts du côté du système économique mondial, qui fournit le contexte essentiel de toute sociologie du développement, quel que soit le niveau d'analyse choisi. La vaste fresque historique, prospective et prophétique de Samir Amin constitue ici l'essentiel du dossier. Analyse d'abord historique elle essaie de dégager globalement aussi

Se situant au même niveau d'analyse, Carla et John Mummé s'attaquent à la stratégie syndicale définie par Charles Levinson dans de nombreux ouvrages : selon eux, elle ne tiendrait pas assez compte, dans son opposition aux corporations multinationales, des facteurs de domination justement dégagés par les sociologues de la dépendance.

Prenant les sociétés globales pour point de départ, d'autres articles, dans des perspectives différentes, viennent aussi confirmer la nécessité de tenir compte des structures mondiales de domination. Notre recherche sur les coopératives en Tunisie, au Sénégal et à Cuba nous oblige, à l'occasion de crises survenues dans ces mouvements, à remonter à la structure des classes sociales et aux limites posées à leur action par l'impérialisme pour y trouver des facteurs d'explication. Il en est de même pour l'analyse du péronisme par Niosi où la conjoncture internationale constitue un élément essentiel des alliances de classe en Argentine depuis 1945. Partant d'une analyse de la différenciation ethnique des directions industrielles, où l'on sent le Québec en filigrane, Arnaud Sales doit aussi dépasser la pure analyse économique pour atteindre l'héritage historique et culturel et mettre en évidence des facteurs structurels expliquant l'inégalité.

Les autres articles, plus théoriques, se rattacheraient plutôt aux perspectives issues de la crise de la croissance et de la planification dans les sociétés industrielles avancées. Après avoir lu le compte rendu fouillé d'Yvan Labelle sur les avatars de la sociologie de la participation depuis les années vingt, on comprendra mieux à la fois sa remise en question et son rajeunissement autour de l'idée d'autogestion. Partant de la notion de besoins sociaux dont ils effectuent une analyse critique, Jobert et Revesz remettent en cause, eux, tout l'aspect social de la planification auquel s'adonnent de plus en plus les sociétés industrialisées, férues de technologie sociale et d'indicateurs sociaux. Leur critique les amène à remettre en cause une planification qui ne serait qu'une réponse aux demandes sociales issues de la croissance économique sans transformer le système qui produit à la fois la croissance et les besoins qui paraissent en être issus. Finalement, John O'Neill nous conduit du côté du langage et de la culture, puissants facteurs de développement et de décolonisation. Les œuvres de Frantz Fanon et Paulo Freire, dont part l'auteur, y sont dépassées dans une apologie de la parole et de la spécificité culturelle où l'on rejoint à la fois, au-delà des déterminismes économiques, les accents de la nouvelle culture et la voix des peuples encore opprimés aussi bien au sein du monde industrialisé qu'à sa périphérie. Partis d'une critique plutôt économiste de la sociologie du développement, nous retrouvons donc la nécessité d'une insertion mieux fondée des facteurs politiques et culturels.

* * *

Nous croyons donc présenter dans ce numéro, sans sectarisme ni éclectisme, des éléments essentiels de réflexion à ceux qui, sociologues ou non, sont à explorer les multiples facettes de la domination des hommes et à chercher les voies les plus susceptibles de la surmonter. Nous espérons aussi avoir indiqué comment, face à ces problèmes, les frontières habituelles entre les disciplines ont tendance à s'atténuer alors qu'une nouvelle convergence s'esquisse entre sociologie, ethnologie et science économique, suscitée à la fois par les exigences d'une théorie renouvelée et d'une transformation des conflits sociaux et culturels.